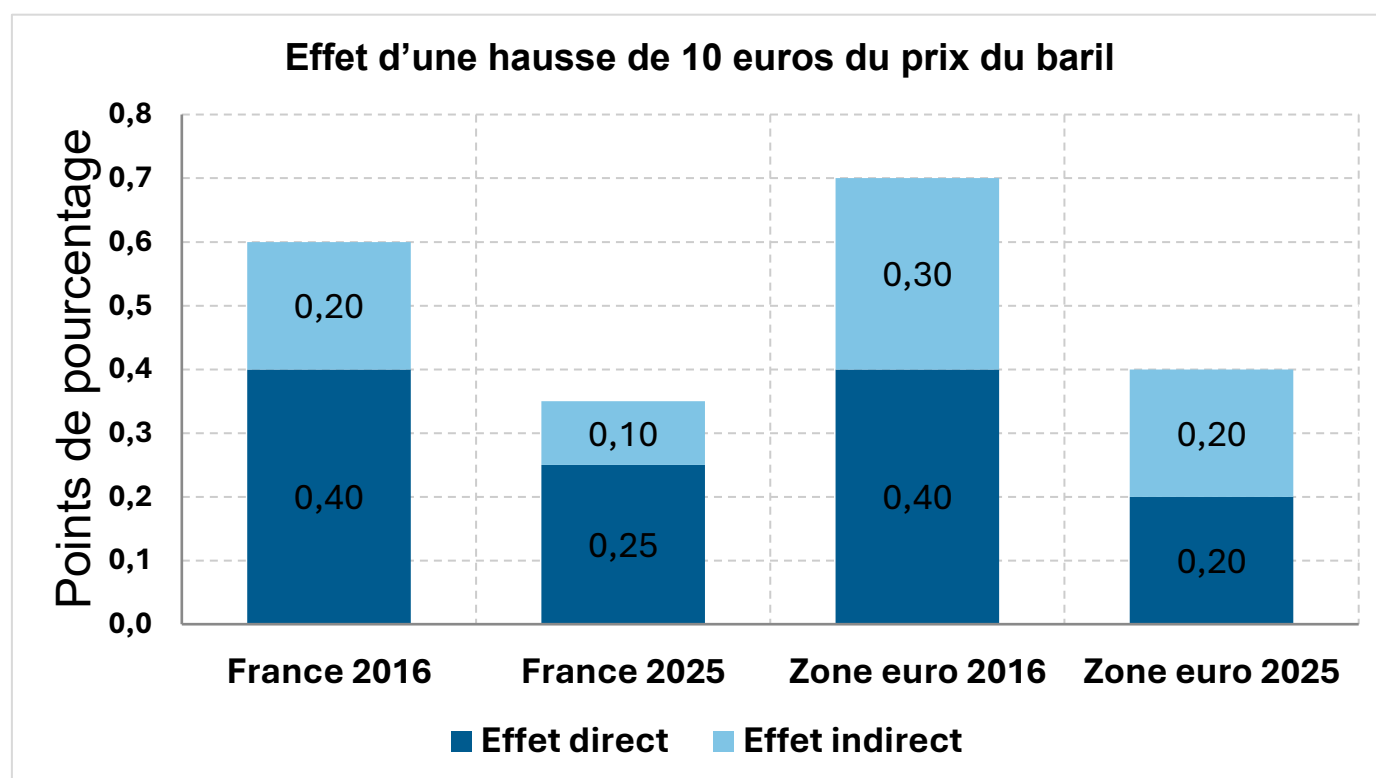


Pourquoi une hausse du prix du pétrole alimente-t-elle moins l'inflation qu'en 2016 ?

Par Nicolas Chatelais, Yannick Kalantzis et Youssef Ulgazi

Sur la base d'une approche comptable, nous estimons qu'une hausse de 10 euros du prix du baril accroîtrait aujourd'hui les prix à la consommation de 0,3 à 0,4 % en France et de 0,4 à 0,5 % dans la zone euro, contre respectivement 0,6 % et 0,7 % en 2016. Cette moindre sensibilité tient à la baisse tant des effets directs sur les carburants que des effets indirects transmis par les coûts de production.

Graphique 1 : Une hausse du pétrole alimente moins l'inflation qu'en 2016



Source : calculs des auteurs

Note : effets sur l'inflation d'une hausse de 10 euros du baril, en points de pourcentage. Les valeurs sont arrondies et représentent des ordres de grandeur. L'effet direct correspond au renchérissement des produits pétroliers consommés par les ménages ; l'effet indirect correspond à la diffusion de ce renchérissement aux autres prix via les coûts de production.

Une hausse du prix du pétrole se diffuse bien au-delà des carburants

L'effet d'une hausse du prix du pétrole ne s'arrête pas à la station-service. Bien sûr, l'effet direct sur le prix à la pompe est important : le renchérissement du pétrole brut [se transmet rapidement](#) aux prix des carburants et du fioul consommés par les ménages. Mais il y a aussi un effet indirect : le pétrole et les produits raffinés entrent dans les coûts de production et de transport d'un grand nombre de biens et de services. Une partie de la hausse se diffuse ainsi progressivement aux prix alimentaires, aux produits manufacturés ou aux services, affectant ainsi tous les ménages.

Ces deux canaux ne doivent pas être confondus avec les effets dits de « second tour ». Ceux-ci apparaissent lorsque la hausse initiale des prix se transmet aux salaires, ce qui alimente ensuite de nouvelles hausses de prix. Les estimations présentées dans ce billet mesurent l'ordre de grandeur des effets directs et indirects mais excluent ce canal salarial. Elles reprennent et étendent l'approche comptable utilisée dans [un précédent billet publié en 2018](#).

Une baisse de l'effet direct liée à une moindre consommation de produits pétroliers par les ménages

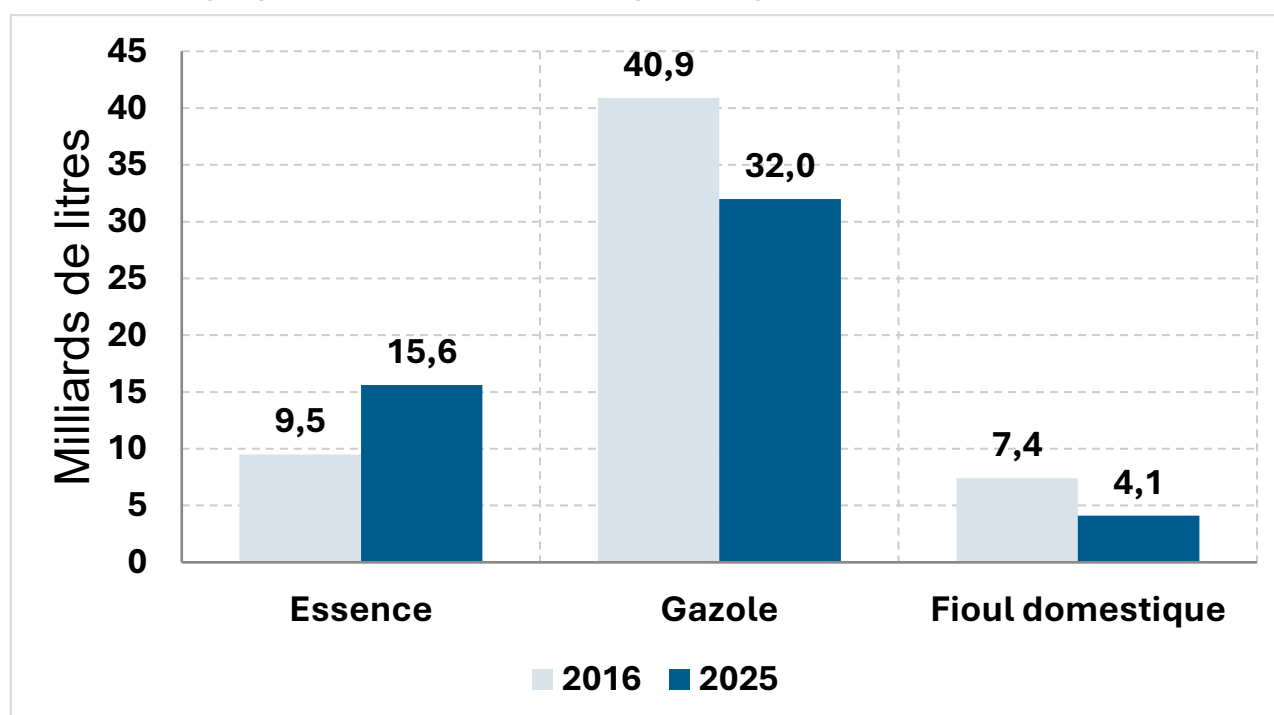
L'effet le plus visible d'une hausse du prix du pétrole concerne les produits pétroliers (carburants et fioul domestique) consommés par les ménages. Lorsque le prix du brut augmente, les prix à la pompe progressent rapidement, ce qui accroît directement les dépenses des ménages.

Pour mesurer cet effet direct en France, nous retenons une approche comptable simple. Nous calculons la hausse de la facture de carburants et de fioul qu'entraînerait une augmentation de 10 euros du prix du baril, puis nous rapportons cette dépense supplémentaire à l'ensemble de la consommation des ménages. Pour la zone euro, notre estimation de l'effet direct est fondée sur une approche économétrique reliant les prix des produits pétroliers au prix du Brent.

L'effet direct apparaît aujourd'hui nettement plus faible qu'en 2016. En France, il passerait d'environ 0,4 point de pourcentage à 0,25 point. Ce résultat est en ligne avec notre [modèle de prévision de l'inflation en France](#). Dans la zone euro, il reculerait également d'environ 0,4 point à un peu plus de 0,2 point.

Cette évolution reflète principalement le recul de la consommation de produits pétroliers. En France, la consommation d'essence, de gazole et de fioul domestique est passée de 57,8 milliards de litres en 2016 à 51,7 milliards en 2025. La hausse de la consommation d'essence n'a pas compensé le recul marqué du gazole et surtout du fioul domestique (graphique 2). Dans la zone euro, le poids des carburants dans le panier de l'indice des prix à la consommation harmonisé est également passé de 4,8 % en 2016 à 4,1 % en 2025.

Graphique 2 : La consommation de produits pétroliers a reculé en France



Source : Union française des industries pétrolières, d'après le Comité professionnel du pétrole.

Note : la consommation totale des trois produits est passée de 57,8 milliards de litres en 2016 à 51,7 milliards en 2025.

Deux méthodes d'estimation pour encadrer un ordre de grandeur de l'effet indirect

Pour mesurer l'effet indirect, nous estimons d'abord l'effet total d'une hausse du pétrole sur les prix à la consommation. L'effet indirect est ensuite obtenu en retranchant l'effet direct déjà identifié. Il s'agit donc d'un résidu entre des grandeurs de quelques dixièmes de point, elles-mêmes imparfaitement mesurées. Les intervalles obtenus doivent donc être lus comme des ordres de grandeur.

Nous utilisons pour cela deux méthodes complémentaires. La première (ligne b du tableau 1 ci-dessous) rapporte à la consommation des ménages la hausse de la facture des importations nettes de pétrole induite par une hausse de 10 euros du prix du baril. Elle suppose, de façon simplificatrice, que cette facture

supplémentaire se retrouve intégralement dans les prix à la consommation, soit directement soit indirectement. Elle fournit donc plutôt une borne haute. Les volumes d'importation proviennent des [bilans pétroliers d'Eurostat](#).

La seconde méthode mobilise les tableaux entrées-sorties d'Eurostat, qui décrivent les achats entre secteurs, afin de mieux répartir le pétrole importé entre les différentes composantes de la demande. Elle retranche notamment le pétrole utilisé pour produire des exportations et ajoute celui incorporé dans les biens importés autres que le pétrole. Faute de données suffisamment détaillées sur les technologies de production étrangères et sur le seul pétrole, cette correction (ligne c du tableau) fournit plutôt une borne basse (ligne d).

Tableau 1 : Effets directs, totaux et indirects sur les prix à la consommation en 2025 d'une hausse de 10 euros du prix du baril de pétrole brut en France et dans la zone euro (points de pourcentage des prix à la consommation)

	France	Zone euro
Effet direct (a)	0.25	0.21
Effet total, méthode 1 (b)	0.36	0.45
Effet indirect, méthode 1 (b-a)	0.11	0.24
Correction issue des matrices input-output (c)	0.85	0.84
Effet total, méthode 2 (d=b+c)	0.31	0.38
Effet indirect, méthode 2 (d-a)	0.06	0.17

La sensibilité des prix à la consommation au pétrole a presque été divisée par deux depuis 2016

Le graphique 1 résume le principal résultat. En France, une hausse de 10 euros du prix du baril augmenterait aujourd'hui le niveau des prix à la consommation de 0,3 à 0,4 %, contre environ 0,6 % en 2016. Dans la zone euro, l'effet total serait de 0,4 à 0,5 %, contre environ 0,7 % neuf ans plus tôt. La sensibilité des prix aux variations du prix du pétrole a donc nettement diminué dans les deux économies.

À noter que l'impact pour 2016 est légèrement supérieur à celui estimé dans la version du blog de 2018. Cette révision reflète la publication des chiffres définitifs de la comptabilité nationale ainsi que l'utilisation de tableaux entrées-sorties de 2016, qui n'étaient pas disponibles lors de la rédaction du blog précédent.

Une moindre dépendance au pétrole tout au long de la chaîne de production

Cette baisse de la sensibilité des prix à consommation au pétrole concerne les deux canaux. En France, une fois retranché l'effet direct, l'effet indirect reculerait d'environ 0,2 point à 0,1 point. De même, dans la zone euro, l'effet indirect baisserait d'environ 0,3 point à 0,2 point. Le pétrole continue donc d'alimenter l'inflation hors énergie, mais moins fortement qu'au milieu des années 2010.

L'effet indirect d'une hausse du prix du pétrole dépend de la quantité de pétrole nécessaire pour produire les biens et services consommés par les ménages. Plus cette production est intensive en pétrole, plus un choc pétrolier se diffuse aux prix de l'ensemble de l'économie. Or, entre 2016 et 2025, les importations nettes de pétrole ont diminué en volume alors que la consommation des ménages a progressé en valeur. En France, le nombre de barils importés par milliard d'euros de consommation a ainsi reculé d'environ 39 %. Dans la zone euro, la baisse est proche de 35 %. Ce résultat reste qualitativement vrai si l'on prend en compte les différences d'intensité en pétrole des composantes de la demande, notamment les importations et exportations, au moyen des tableaux entrées-sorties.

Autrement dit, la production des biens et services consommés par les ménages mobilise aujourd'hui moins de pétrole qu'il y a dix ans, ce qui reflète, au moins en partie, une amélioration de l'efficacité énergétique ou un changement du mix énergétique. Dans ces conditions, une hausse de 10 euros du prix du baril représente aujourd'hui un surcoût plus faible relativement aux dépenses des ménages qu'en 2016. La hausse des coûts de production transmise aux prix à la consommation est donc moins importante. C'est ce qui explique la diminution de l'effet indirect d'un choc pétrolier sur l'inflation.

Un choc toujours important, mais moins puissant qu'en 2016

Une hausse du prix du pétrole continue d'alimenter l'inflation, à la fois directement via les carburants et le fioul consommés par les ménages, et indirectement via les coûts de production des entreprises. Toutefois, l'ampleur de cette transmission est aujourd'hui nettement plus faible qu'en 2016. Cette moindre sensibilité s'explique par deux évolutions complémentaires : les ménages consomment moins de produits pétroliers et, plus largement, les biens et services qu'ils consomment incorporent moins de pétrole.

Cette estimation ne préjuge ni de la vitesse exacte de transmission ni des effets de second tour via les salaires. Elle fournit un repère comptable pour apprécier l'ampleur d'un choc. Dans un contexte de forte volatilité du pétrole, ce repère est utile : une même hausse de 10 euros du baril n'a plus le même impact inflationniste qu'il y a une dizaine d'années.